
Guyana: la cartographie participative renforce les capacités des peuples indigènes

Malgré des décennies de pressions exercées sur les gouvernements successifs pour l'obtention de la pleine reconnaissance légale des droits fonciers traditionnels, les 55 000 à 60 000 Amérindiens du Guyana se trouvent toujours dans une des situations les plus précaires de l'Amérique du Sud en matière de possession de la terre. De nombreuses communautés manquent d'un quelconque titre légal sur leurs terres, tandis que d'autres ne possèdent qu'un titre incertain qui ne couvre qu'une fraction de leur domaine ancestral, et qui peut être révoqué à tout instant, de manière unilatérale, par le Ministère des affaires amérindiennes. Depuis l'indépendance du pays en 1966, l'Etat guyanien a délivré des titres pour à peine 6 000 milles carrés, sur les 24 000 milles recommandés pour la régularisation par la Commission des terres amérindiennes (ALC, Amerindian Lands Commission) - un organisme installé par les Britanniques en 1966 pour résoudre le problème des territoires amérindiens en réponse aux pressions exercées par les leaders de la population rurale. Les autochtones se plaignent que les promesses constamment manquées du gouvernement en matière de droit foncier constituent un vol à grande échelle de leurs terres ancestrales, de la part de l'Etat.

Les régions sans titres, dans ce qu'on appelle les "territoires étatiques", font l'objet de concessions minières et forestières octroyées par le gouvernement central sans consultation préalable des communautés amérindiennes. Des concessions pour l'extraction d'or et de diamants, par exemple, couvrent environ 35% du pays, qui comprennent beaucoup des domaines traditionnels des peuples Akawaio, Macusi, Wapichan et Wai Wai. Les peuples indigènes protestent que cette extraction commerciale mal réglementée a provoqué des dégâts dans l'environnement de leurs territoires, et des bouleversements socioculturels dans leurs communautés.

La lutte des indigènes pour la possession de la terre et leur rejet de l'exploitation destructrice des ressources a bondi en avant en 1991, avec la formation de l'Association des peuples amérindiens (APA). L'APA réunit plus de 80 communautés amérindiennes, qui représentent les neuf peuples indigènes du Guyana. Plusieurs des "unités" APA locales sont en liaison avec leur bureau central à Georgetown au moyen d'un réseau radio. L'APA a pour tâches de promouvoir les droits indigènes au niveau national, de tenir les communautés informées sur les politiques gouvernementales, les lois et les projets qui risquent d'affecter leur bien-être, et de faire parvenir au gouvernement central les inquiétudes des peuples amérindiens locaux. Une partie essentielle de l'activité de l'APA est l'organisation d'ateliers pour la formation des leaders indigènes dans le domaine des lois nationales et internationales relatives aux droits des autochtones et aux ressources naturelles.

En 1994 des leaders amérindiens de la Région 7 du Guyana et le personnel de l'APA se sont réunis avec le Président de leur pays, dans le but de réclamer une fois de plus des titres inaliénables pour toute l'étendue de leur territoire ancestral, qui couvre 3 000 milles carrés dans le bassin du Haut Mazaruni. En réponse, le Président les a défiés de montrer comment ils utilisaient leur terre et pourquoi ils réclamaient la propriété d'une étendue si vaste.

Après plusieurs réunions dans les six communautés amérindiennes du Haut Mazaruni, les peuples Akawaio et Arekuna ont conclu qu'ils devraient lever des cartes de leur domaine traditionnel et

prouver que toutes les forêts et savanes de leur territoire avaient été occupées et utilisées par eux en accord avec leurs coutumes, pendant des générations. Ils ont reconnu que le fait de tracer leurs propres cartes devait contribuer à démontrer que leur point de vue sur la propriété, la possession et l'utilisation des ressources était très différent de celui du gouvernement.

Le projet de tracé sur le terrain a commencé en 1995, avec l'appui technique de l'APA et d'ONGs internationales, dont Forest Peoples Programme et Local Earth Observation. Une équipe de quatre autochtones a reçu pendant six semaines l'entraînement nécessaire en cartographie et en l'utilisation de la technologie GPS (Global Positioning System). Pendant neuf mois, le territoire entier a été relevé de manière à montrer les frontières, les établissements anciens et actuels, les ressources naturelles et les sites culturels, en utilisant des noms et des catégories définies par les communautés elles-mêmes, en accord avec leur langue et leurs traditions. La carte communautaire finie montrait tout le bassin du Haut Mazaruni couvert d'une tapisserie impressionnante de noms de lieux indigènes, d'utilisations extensives et multiples de la terre, de cimetières et de zones traditionnelles spéciales, telles que les bodawa: "des réserves de chasse et de pêche". Depuis sa publication en 1998, la carte a reçu les éloges de nombreuses personnes et organismes, incluant l'Organisation des Etats américains (OEA) et la Banque mondiale. Malheureusement, le gouvernement du Guyana refuse toujours de considérer cette carte comme une revendication légitime de la propriété de la terre de la part des indigènes.

Sans se laisser décourager par l'entêtement du gouvernement, les communautés amérindiennes de tout le Guyana se sont inspirées du projet cartographique du Haut Mazaruni et, depuis 1998, l'APA a mis en oeuvre de nouvelles initiatives avec ses propres cartographes indigènes, qui ont été entraînés à digitaliser des cartes de base, saisir les données et imprimer les esquisses des cartes pour leur vérification par les communautés concernées. Cette équipe maison a travaillé avec des communautés Arawak, Carib, Wapichan, Wai Wai et Akawaio dans la réalisation de quatre autres projets couvrant un total de 14 000 milles carrés. Encore deux projets sont en cours, et plusieurs autres sont prévus. Dans tous les cas, les équipes locales de cartographes ont été formées par un instructeur amérindien Arekuna qui avait fait son apprentissage lors du premier projet.

Ceux qui ont participé à ces activités signalent que l'expérience a été enrichissante à beaucoup d'égards. Ils soulignent que le savoir traditionnel s'est vu revitalisé par le fait que les jeunes ont travaillé avec les anciens dans la quête d'information pour les cartes. Les populations rurales ont également amélioré leurs connaissances sur l'utilisation de la terre et la gestion des ressources. La cartographie communautaire s'est avérée précieuse pour la défense des territoires autochtones. Un nombre croissant de cartographes indigènes est maintenant en mesure d'utiliser la technologie GPS, et leurs propres cartes, pour déterminer avec précision quelles concessions se superposent à leurs frontières. De même, ils peuvent détecter les cas où des compagnies ont fait des incursions dans des territoires indigènes, situer l'infraction sur la carte, et montrer à l'entreprise concernée qu'elle est en territoire amérindien sans autorisation. Certaines compagnies ont déjà été obligées de retirer leur équipement, une fois confrontées à une telle évidence.

Les bénéfices de la cartographie communautaire dont le Guyana a été le pionnier sont maintenant en train de s'étendre à d'autres pays. L'instructeur indigène a déjà aidé des populations amérindiennes du Surinam voisin à lever les cartes de leurs territoires traditionnels dans le Bas Marowijne. Les leçons pratiques tirées des projets innovateurs de l'APA sont maintenant partagées avec des organisations de peuples indigènes de l'Amazonie équatoriale qui préparent des projets de démarcation de leurs territoires traditionnels. Une conclusion évidente découle de l'exemple du Guyana: l'alliance de l'amélioration des connaissances dans le domaine du droit foncier et de la cartographie participative peut renforcer les capacités des populations locales et leur fournir les

éléments nécessaires pour une stratégie efficace de défense de leur territoire.

Par: Tom Griffiths, Forest Peoples Programme, courrier électronique: tom@fppwrm.gn.apc.org